



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Reaction-de-la-CSN-Un-budget-austere-tres-decevant>

Réaction de la CSN - « Un budget austère très décevant »

- Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 20 février 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 20 févr. 2014 - La Confédération des syndicats nationaux (CSN) qualifie de « très décevant et d'austère » le dernier budget du ministre Marceau. Le gouvernement du Québec consolide ainsi son action vers les politiques d'austérité, sous le couvert d'une « prospérité » dont bénéficierait la population du Québec avec ce budget.

« Il provoque plutôt une fracture sociale, a dénoncé le président de la CSN, Jacques Létourneau. En rejetant l'idée de rechercher de nouvelles sources de revenus pour l'État et en limitant la croissance des dépenses à 2 % par année, dont 3 % pour la santé et de services sociaux, il n'annonce rien de moins que d'importantes coupes dans les services publics. Cette croissance anémique ne pourra jamais combler les coûts de système. Derrière ces chiffres, il est question ici de services à la population. Nous sommes très loin du compte et ce n'est pas en proposant une nouvelle façon de financer les services publics, comme la tarification proposée par le ministre Marceau dans la santé, que le gouvernement diminuera leurs coûts. »

La CSN a déjà proposé que soient suspendus les versements au Fonds des générations. Le gouvernement disposerait ainsi de revenus de quelque 3 milliards de dollars qui pourraient réduire le sous-financement de services publics et des programmes sociaux. Or, le ministre Marceau annonce au contraire qu'il y versera un montant supplémentaire de 425 millions de dollars dans deux ans. « C'est un non sens », de déclarer le président de la CSN.

Pour la CSN, ce budget est véritablement un tremplin pour la prochaine campagne électorale. « Alors que le Parti québécois a déjà des prétentions sociales-démocrates, ce gouvernement vient plutôt de concrétiser un virage pour se rapprocher de celles et ceux qui prônent un désengagement de l'État », a déploré Jacques Létourneau.

Un affrontement en vue ? (L'Institut de la statistique du Québec a établi à 8,3 % le retard salarial entre les travailleuses et les travailleurs du secteur public québécois comparativement aux autres salariés québécois. Or, le ministre vient de fixer un an à l'avance les paramètres de la prochaine négociation collective avec les employés de l'État. « Quel message le gouvernement envoie-t-il en resserrant comme il le fait le cadre budgétaire de la prochaine négociation ?, a demandé le président de la CSN. Des améliorations salariales et aux conditions de travail sont-elles envisageables avec de telles politiques d'austérité ? »

La prospérité du Québec ne peut se résumer à une aide aux entreprises, à l'exploitation des hydrocarbures, à des coupes dans les services publics et des hausses de tarification, comme dans les CPE.

La CSN considère que le gouvernement Marois doit tenir un large débat sur la fiscalité et le financement des services publics et des programmes sociaux. Il doit aussi accepter d'entreprendre une réflexion sur l'écofiscalité. « Se diriger vers une fiscalité écologique, c'est soutenir le développement de technologies propres et mettre en place des mesures fiscales qui obligent les entreprises à payer les coûts réels associés à leur production tout en assurant une transition juste pour les travailleuses et les travailleurs ».